



HAL
open science

Peuple et anti-peuple. "La gente" comme sujet politique en Espagne, des mouvements du 15 M à l'hypothèse populiste de Podemos (2011-2017)

Agnès Delage

► To cite this version:

Agnès Delage. Peuple et anti-peuple. "La gente" comme sujet politique en Espagne, des mouvements du 15 M à l'hypothèse populiste de Podemos (2011-2017). Cahiers d'Etudes Romanes, 2017. hal-01787264

HAL Id: hal-01787264

<https://amu.hal.science/hal-01787264v1>

Submitted on 7 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Peuple et anti-peuple

La *gente* comme sujet politique en Espagne, des mouvements du 15 M à l'hypothèse populiste de Podemos (2011-2017)

Agnès Delage

Aix-Marseille Univ, CAER/TELEMME

Le parti Podemos revendique de « construire le peuple », c'est-à-dire de constituer la représentation politique d'un nouveau « nous le peuple » démocratique, issu du mouvement des *Indignés* du 15 M 2011. Défendant depuis 2014 une conception du peuple comme « *gente* » – les gens – dans la lignée inclusive du 15 M, le parti Podemos s'est trouvé depuis 2016 traversé par de profonds débats portant sur la nature même de son projet politique. Notre analyse part donc de la mise en usage du terme *gente* dans le contexte du 15 M 2011, pour étudier la représentation du peuple dans la formulation proposée par Podemos d'une « hypothèse populiste ». Quel peuple pour quel populisme ? est en effet la question à laquelle se trouvent actuellement confrontés le parti Podemos et, plus largement, les mouvements populistes à l'échelle européenne.

Mots-clés : peuple, démocratie, 15 M, mouvement des Indignés, Podemos, populisme, Pablo Iglesias, Iñigo Errejón.

A raíz del movimiento ciudadano del 15 M 2011, el partido Podemos propuso « construir el pueblo », para renovar la representación política de un sujeto de identificación colectiva. Desde su fundación en 2014, Podemos utilizó el término « gente » y el presente estudio analiza la genealogía y la reformulación de las propuestas políticas inspiradas en el 15 M, en el marco de la llamada « hipótesis populista » del partido Podemos. ¿Qué pueblo, para qué tipo de populismo? fue la pregunta a la que se enfrentó el partido tanto en su praxis como en su teorización políticas durante las elecciones generales de 2015 y 2016.

Palabras claves : pueblo, democracia, 15 M, movimiento de los Indignados, Podemos, populismo, Pablo Iglesias, Iñigo Errejón.

Le parti espagnol Podemos, constitué pour les élections européennes de 2014, s'est proposé de donner une représentation politique et institutionnelle au mouvement social contestataire du 15 mai 2011, et de « construire un peuple »,



c'est-à-dire une nouvelle dynamique d'identification politique collective. En choisissant cependant le terme *gente* – les gens – en lieu et place du peuple, le parti Podemos a organisé et diffusé la construction discursive d'un « nouveau nous », pour un mouvement qui se revendique comme un « populisme progressiste », un populisme de gauche, devant répondre à la montée des mouvements populistes de droite ou d'extrême droite en Europe depuis les années 2010. Podemos a en effet investi le terme *gente* pour le placer au cœur d'une opération que les principaux dirigeants du parti ont identifiée comme une « bataille du langage¹ », qui vise à fonder un antagonisme entre un peuple et un anti-peuple. Íñigo Errejón, numéro 2 de Podemos, en a ainsi défini la stratégie :

Lo decisivo para la construcción del pueblo y de su sentido político, es el « antipueblo », el adversario que marca la imposibilidad de lo que es percibido como legítimo. En nuestro caso, entroncando como una evolución oligárquica evidente : la « casta », los privilegiados².

L'enjeu de la définition d'un peuple et d'un anti-peuple réside donc précisément dans la construction discursive d'un sujet politique collectif qui assume une conflictivité irréductible, dans le cadre d'une démocratie pensée comme radicale. Notre étude propose un retour sur les origines d'un « nous le peuple » identifié à « *la gente* » issu des mouvements du 15 M 2011, afin d'analyser comment un imaginaire inclusif et isocratique de la démocratie directe a été à la fois intégré et profondément remanié par le parti Podemos, comme sujet collectif d'une démocratie radicale à venir.

La « *gente* » et le 15 M 2011 : le peuple comme un collectif de singularités

Devenu, au sein d'une coalition, la troisième force politique d'Espagne aux élections du 25 décembre 2015, comme aux élections du 26 juin 2016, le parti Podemos tire son origine du mouvement du 15 M 2011 et se revendique comme la représentation politique de ce mouvement social, né dans la rue, lors

-
- 1 Íñigo Errejón, « Vieja y nueva comunicación política », *Empiria. Revista de metodología en ciencias sociales*, n° 32, 2015, p. 209.
 - 2 *Id.*, Chantal Mouffe, *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Madrid, Icaria Editorial, 2015.



d'occupations spontanées de places publiques³. Ce mouvement protestataire a eu lieu en Espagne en mai 2011, en même temps que les révolutions du Printemps arabe et en écho direct avec elles : il s'est autodénommé *#Spanish Revolution* et il s'est caractérisé par la grande disparité effective de collectifs citoyens qui le composaient (victimes de la crise immobilière, jeunes frappés par un chômage de masse, étudiants contre le plan Bologne, retraités paupérisés et aussi internautes opposés à une loi voulant réguler le web⁴). Ces collectifs ont pourtant trouvé un point de jonction : une même protestation à la fois anti-système et anti-politique qui se revendiquait comme fondamentalement irreprésentée (l'un des slogans les plus repris était en effet « *No nos representan* ») et volontairement irreprésentable, inorganique, c'est-à-dire en rupture profonde avec les systèmes de représentation de la démocratie bipartidiste espagnole, mis en place depuis la fin du franquisme et la constitution de 1978.

Un des mots d'ordre phare du 15 M est précisément ce refus d'identification à un « nous le peuple » totalisant et unitaire pour revendiquer au contraire l'hétérogénéité de sujets radicalement pluriels, comme le lieu de refondation utopique d'invention de nouvelles formes de participations démocratiques directes. Le mouvement du 15 M s'est autoreprésenté d'emblée comme un laboratoire d'invention de nouveaux modes de participation directe en temps réel, grâce à l'action conjuguée de l'occupation de rue et de la communication en réseau de l'ère numérique. Les assemblées publiques réelles ont ainsi été doublées par des lieux d'expression assembléaires virtuels : forum, plateformes, assemblées numériques. Le 15 M a ainsi opéré une sorte de retour vers le futur de la démocratie et de la représentation politique de la souveraineté populaire. Retour à l'origine, à cause de la démocratie directe, supposée être au fondement de la démocratie athénienne antique, mais aussi projection futuriste, dans l'utopie d'une « démocratie numérique » à venir⁵.

La « Acampada Sol », le campement de rue permanent le plus emblématique du mouvement, qui a occupé la place centrale de Madrid, a ainsi élaboré un texte-manifeste dès le 20 mai 2011, qui témoigne bien de cela : cinq jours après le début de l'occupation, l'assemblée physique approuve par consensus

-
- 3 Josep Lobera, « De movimientos a partidos. La cristalización electoral de la protesta », *Revista española de sociología*, 24, 2015, p. 97-105.
 - 4 Ramón Adell Argilés, « La movilización de los indignados del 15-M: aportaciones desde la sociología de la protesta », *Sociedad y Utopía: Revista de Ciencias Sociales*, 38, 2011, p. 141-170.
 - 5 Alejandro Barranquero, Beatriz Calvo, « Claves para comprender el 15-M: Comunicación, redes sociales y democracia deliberativa », *Diálogos de la comunicación*, vol. 86, 2013.



une synthèse élaborée à partir des espaces virtuels de discussion des blogs d'indignés de toute l'Espagne. « *Es importante destacar que las propuestas no partieron tan sólo de Sol, ya que se creó una página web para recoger propuestas de todas las asambleas constituidas en las distintas plazas españolas*⁶. »

Dans ces assemblées à la fois physiques et virtuelles, se joue alors un discours radicalement anti-politique qui assume sa proximité avec des mouvements d'activistes tels que *Occupy Wall Street*, pour la dimension antiparlementariste et anti-oligarchique. Toutefois, le mouvement espagnol du 15 M 2011 a ouvert une modalité inédite de retour au peuple, au sens où les assemblées ont voulu réaliser (même si la réalité effective de cette pratique sociale a été beaucoup plus complexe⁷) une utopie que l'on pourrait identifier comme une démocratie isocratique. Isocratique parce que les assemblées de rue ont instauré des dispositifs de prise de parole ouverts à tous, qui mettaient en scène la répartition d'un pouvoir de parole égal pour chaque intervenant. Ces assemblées figuraient donc un peuple conçu comme une multitude de singularités irréductibles, qui doivent chacune détenir le même pouvoir et préserver leurs dissemblances dans le commun.

Une « méthode assemblée » a ainsi été adoptée à la Puerta del Sol le 31 mai 2011 et un texte normatif a été diffusé dans toute l'Espagne pour unifier les pratiques, fonder un rite de participation démocratique directe⁸ et postuler un nouveau rapport à un peuple, vécu et représenté comme une communauté politique de singularités⁹. Le texte, intitulé *método assembleario*, fonde l'exercice de la démocratie directe en plaçant *de facto* tout intervenant dans une situation de performativité égale de sa prise de parole. Le tour de parole est certes régulé par un médiateur, mais il vise à permettre l'élaboration d'un consensus, toujours en dehors du vote. Le slogan assemblée est en effet « *No votamos, consensuamos* », car le vote représente la domination d'une majorité sur une minorité et non la répartition isocratique du même pouvoir à chacune des singularités individuelles qui compose l'assemblée. Le consensus assemblée se veut donc totalement inclusif et se revendique comme la seule expression

6 Disponible à l'adresse : <http://www.movimiento15 M.org>.

7 Kerman Calvo Borobia, Iago Álvarez, « Limitaciones y exclusiones en la institucionalización de la indignación: del 15-M a Podemos », *RES. Revista Española de Sociología*, n° 24, 2015, p. 115-122.

8 Francisco J. Cubelos Gallardo, « Lo que diga la asamblea. El ritual político como fetiche en tiempo de crisis », 1. *Nómadas*, 48/2, 2016.

9 Javier Toret, « Tecnopolítica: la potencia de las multitudes conectadas. El sistema red 15 M, un nuevo paradigma de la política distribuida », *IN3 Working Paper Series*, 2013.



de la démocratie réelle ou démocratie totale en tant que « *síntesis de todas las opiniones individuales para la construcción de la mejor opción para el objetivo común del colectivo*¹⁰ ».

Dans ce texte fondateur de l'utopie démocratique portée par le 15 M, le terme *peuple* n'est jamais employé : il a disparu au profit de « *persona* » ou de « *gente* ». La méthode assembléeire, qui est devenue l'un des fétiches symboliques les plus forts de l'imaginaire politique du mouvement, repose donc sur une conception du sujet politique collectif qui est celle d'un réseau de différences singulières absolues et irréductibles, qui engendrent pourtant du commun, sans passer par une identité collective telle que la suppose la notion de peuple ou par la définition d'une majorité par le vote. S'inspirant des théorisations de l'*inclusive democracy*, cette pratique pose pour horizon démocratique un corps politique transparent à lui-même et capable d'une unification totale dans le dépassement du conflit¹¹.

Cette postulation d'un collectif de singularités absolues qui parviennent à s'unifier dans la pratique assembléeire constitue le point nodal des pratiques de démocratie directe à la Puerta del Sol et dans le reste de l'Espagne, et elle diffuse de manière très large un imaginaire politique que l'on pourrait qualifier de « hors-peuple », qui lui a paradoxalement assuré une large adhésion dans la société espagnole. Cette dynamique assembléeire a en effet recueilli un grand succès pendant le mois de mobilisation de 2011, précisément grâce à cette ouverture inclusive et surtout grâce à son caractère toujours pacifique et jamais insurrectionnel (contrairement aux violentes émeutes qui éclataient en Grèce à la même époque). Les militants du 15 M ont ainsi suscité une adhésion populaire large, bien au-delà de la participation effective, puisque 76 % des Espagnols se déclaraient en 2011 en accord avec les manifestants. Les grandes mobilisations qui ont eu lieu en Espagne après le mois de mai 2011 pour lutter contre la sévère politique d'austérité du gouvernement Rajoy sont par la suite restées fidèles à cet esprit paradoxal de participation individuelle de masse, car elles sont toujours restées sectorielles. Cette série de mouvements sociaux, appelés « marées », a en effet revendiqué une citoyenneté démocratique, des droits pour le peuple, mais toujours en dehors d'un cadre syndical ou politique défini. Ces mobilisations n'ont pas cessé pendant toute la première législature de Rajoy : la « marée verte » en juillet 2011 pour défendre l'éducation publique

10 Disponible à l'adresse : <http://madrid.tomalaplaza.net/2011/05/31/guia-rapida-para-la-dinamizacion-de-asambleas-populares>.

11 Iris Marion Young, *Inclusion and Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

secondaire, la « marée jaune » en 2012 pour les bibliothèques, la « marée rouge » en 2012 pour les chômeurs, la « marée rouge grenat » lancée à Londres en 2013 pour les émigrés économiques de la crise, la « marée blanche » en 2012 pour défendre la santé publique. Ces mouvements des « marées », comme le mouvement du 15 M, sont pensés par leurs acteurs comme une mobilisation d'individus autour d'une cause qui les concerne et produisent une solidarité de proximité. Les textes manifestes du 15 M revendiquent d'ailleurs « *el empoderamiento como poder auto-organizativo para la ciudadanía*¹² ».

Toutefois, ces phénomènes assembléaires auto-organisés posent, au-delà de l'engagement comme *empowerment*, le problème du clivage entre un mouvement de contestation populaire et l'identification à un peuple au sens d'une cause et d'une identité politique communes. Cette césure entre la mobilisation populaire et la capacité à faire politiquement peuple est caractéristique, au-delà de l'Espagne, d'un contexte post-moderne de « sociétés liquides » au sens où Zygmunt Bauman l'entend, c'est-à-dire de collectifs qui ne figurent plus leur propre totalité, comme on le voit bien dans la fragmentation des marées et leur déclinaison de couleurs différentes. Le divorce manifeste entre mouvements populaires et autoreprésentation comme sujet politique unifié sous le terme de « peuple » qui sous-tend le 15 M 2011 et ses manifestations postérieures est aussi révélateur d'un paradoxe de l'ère de la cybermobilisation : une communauté virtuelle de singularités qui se mobilise en réseau autour d'une revendication donnée peut-elle arriver à « faire peuple¹³ », au sens de produire collectivement sa propre identification politique ?

Cette volatilisation extrême du peuple du 15 M, à la fois absent comme totalité et actif comme pluralité, peut sembler réaliser une forme d'action que G. Deleuze avait identifiée comme « micro-politique » puisqu'elle relevait de l'avènement d'un sujet politique collectif sous la forme deleuzienne d'un « brouillard de singularités ». En effet, plutôt qu'un défaut de cohésion idéologique ou sociologique, on peut lire ce caractère volontairement irreprésentable des *Indignados* du 15 M 2011 espagnol comme le creuset d'un imaginaire politique global, qui se situait volontairement en rupture avec une conception essentialiste du peuple et manifeste, ce que J. Rancière a identifié

12 Disponible à l'adresse : <http://15M.virtualpol.com/doc/la-declaracion-2-0>.

13 Smaïn Laacher, Cédric Terzi, « Comment faire Peuple ? Le cas des protestations publiques au Maghreb », *L'Année du Maghreb*, n° 8, 2012, p. 87-102.

comme « une énergie qui n'est pas figée sous la forme de sujet comme le peuple ou comme le peuple-prolétariat¹⁴ ».

Le 15 M 2011 est de ce fait un mouvement populaire qui semble réaliser en pratique l'action micro-politique deleuzienne et surtout donner corps au concept de « multitude » théorisé par T. Negri et M. Hardt dans les années 2000, qui s'opposait radicalement à la notion de peuple entendue comme une communauté qui se donne pour elle-même un horizon d'universalité. Dans leur essai publié en 2005 sous le titre *Multitudes*, les deux philosophes post-marxistes théorisent une « multiplicité non organique, différentielle et puissante ». Plus précisément, pour Toni Negri, le projet politique de la multitude est appelé à désertifier les centres institués de pouvoir à faire tomber l'Empire du capitalisme ultralibéral depuis cette périphérie multiple¹⁵. Si l'approche théorique de Negri et Hardt en 2005 était très redevable à des expériences de mobilisations populaires du mouvement zapatiste mexicain, elle a été réactivée dans un contexte tout autre par le 15 M espagnol en 2011. Negri et Hardt ont d'ailleurs séjourné à Madrid en octobre 2011 pour analyser le mouvement sur le terrain et Toni Negri a défini à cette occasion le 15 M comme une « révolution possible de la multitude » contre l'hégémonie du capitalisme global¹⁶. Pour Toni Negri, le 15 M espagnol réaliserait historiquement son concept de « l'exode des lieux de pouvoir », car l'action émancipatrice de la multitude est pour lui nécessairement située en dehors de ces lieux. « Exode » et « multitude » sont en effet les seuls paradigmes qui, pour Negri, peuvent désormais rendre compte des modes de mobilisation collective contemporains dans le contexte de la globalisation néolibérale. Negri forge ainsi le concept de multitude en prononçant la sentence de mort du « peuple » comme mode d'identification collective : « d'autres concepts, forgés, eux par la pensée moderne se sont progressivement dilués, sont devenus flous, ou ont totalement cessé de fonctionner : pensons seulement à ceux de peuple, de nation, de classe¹⁷ ».

14 Jacques Rancière, « Entretien avec Jacques Rancière », *Dissonance*, n° 1, disponible à l'adresse : <http://www.multitudes.net/Entretien-avec-Jacques-Ranciere>.

15 Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Harvard, Harvard University Press, 2001.

16 Antonio Negri, « Reflexiones acerca del 15 M », disponible à l'adresse : <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=129958>.

17 *Id.*, *Fabrique de porcelaine. Pour une nouvelle grammaire du politique*, Paris, Stock, 2006, p. 60.

Peuple et anti-peuple, du 15 M au parti Podemos (2011-2015)

Le mouvement du 15 M 2011 en Espagne a pu donner effectivement à voir une scène de mobilisation qui semblait lisible au prisme théorique formulé par les théoriciens post-marxistes tels que Negri et Hardt : le peuple ayant effectivement disparu et la multitude s'étant rendue présente pour inventer une démocratie totale assembléaire et participative. Toutefois, l'expérience espagnole s'est soldée en 2011 par l'élection d'un gouvernement de droite, de Mariano Rajoy, qui a mené une sévère politique d'austérité et a signé la défaite effective des ambitions de renouveau démocratique de la multitude. Néanmoins, on peut considérer, qu'au-delà de l'échec politique objectif immédiat de l'utopie assembléaire du 15 M 2011, le projet politique d'un sujet collectif identifié comme « multitude » a mis en usage des signifiants qui ont renouvelé profondément l'espace discursif de la politique espagnole.

Dans la grande quantité de textes programmatiques et de slogans produits par le 15 M, le terme *gente* s'était imposé dans tous les modes d'autodésignation du mouvement¹⁸, c'est-à-dire dans les textes où le mouvement s'efforce lui-même de se reconnaître dans son indétermination. L'extrait suivant du premier manifeste du mouvement « Democracia real Ya » est à cet égard très signifiant :

Somos personas normales y corrientes. Somos como tú: gente que se levanta por las mañanas para estudiar, para trabajar o para buscar trabajo, gente que tiene familia y amigos. Gente que trabaja duro todos los días para vivir y dar un futuro mejor a los que nos rodean. Unos nos consideramos más progresistas, otros más conservadores. Unos creyentes, otros no. Unos tenemos ideologías bien definidas, otros nos consideramos apolíticos... Pero todos estamos preocupados e indignados por el panorama político, económico y social que vemos a nuestro alrededor. Por la corrupción de los políticos, empresarios, banqueros... Por la indefensión del ciudadano de a pie¹⁹.

Ce texte génère une identité collective autour de l'anaphore du mot *gente* qui définit les contours d'un « nous » politique émergent : au sens sociologique,

18 Marco Briziarelli, Susana Martínez Guillem, « From Indignados to Podemos: sublating vernacular rhetoric into national popular rhetoric », *Reviving Gramsci: Crisis, Communication and Change*, New York, Routledge, 2016.

19 « La ciudadanía toma la palabra », disponible à l'adresse : <http://www.democraciarealya.es/wp-content/uploads/tdomf/1597/LA%20CIUDADANÍA%20TOMA%20LA%20PALABRA.pdf>.

la « *gente* » n'est pas ici comprise comme le bas-peuple, la *plebs*, et le terme *gente* efface donc le concept du peuple comme « race sociale » ou tiers exclu. Le substantif *gente* abolit également tout marqueur politique et traverse tout le clivage gauche/droite. La seule extériorité qui est marquée par ce *gente* inclusif est un anti-peuple identifié comme une oligarchie politico-financière composée par « les politiciens, les hommes d'affaires et les banquiers ».

De nombreux autres manifestes du 15 M ont fait émerger « *gente* » en lieu et place du peuple, comme un nous inclusif, totalement dépolitisé et désinscrit socialement, un signifiant qui fonde ce que J. Rancière identifie dans le multiple comme une « phobie du négatif, la phobie d'une politique qui se définit contre²⁰ ». En réalité, il y a bien un « contre » qui est désigné comme une oligarchie financière *lato sensu*, mais le concept de « *gente* » forgé par le 15 M est stratégiquement muet sur le projet politique d'opposition de la multitude, au-delà du registre défensif. L'identification portée par « *la gente* » active un donc un imaginaire du collectif qui est proche de la « *gente común* » de la révolution zapatiste de 1994, mais qui ne formalise pas un horizon révolutionnaire unifié ou un projet de prise effective du pouvoir²¹. Dès lors, on peut se demander quel est le sens politique de cet avènement discursif de « *gente* » dans le lexique et les pratiques assembléistes du mouvement du 15 M : est-ce l'avènement des « multitudes » comme nouveau mode de communauté politique révolutionnaire, comme l'avait prophétisé Toni Negri, ou une intériorisation ultime de la logique néolibérale ? Que signifie en effet une démocratie sans le peuple, mais avec des gens ? « *Gente* » signifie actuellement en espagnol « un nombre indéterminé de personnes ». Si étymologiquement la *gens* désignait en latin un clan uni par un lignage, la désémantisation de l'étymon a été effectuée dès le latin impérial. Une démocratie ayant la « *gente* » pour *demós*, c'est-à-dire pour sujet politique collectif un neutre indéterminé, pourrait se comprendre comme une démocratie elle aussi désémantisée de son peuple, au sens de *plebs*, c'est-à-dire vidée d'un sujet politique collectif identifié par la distinction de hiérarchies sociales. La démocratie de la « *gente* » pourrait alors aussi être comprise dans un sens ultralibéral d'une démocratie sans *demós*, comme une démocratie tautologique d'usagers de la démocratie qui débattent

20 Jacques Rancière, « Peuple ou multitude : question d'Éric Alliez à Jacques Rancière », *Multitudes*, n° 9, mai-juin 2002, p. 95.

21 John Holloway, « *Gente común* es decir, rebelde. Mucho más que una respuesta a Atilio Borón », *Revista Chiapas*, 16, p. 155-164.

sur des procédures de bonne gouvernance en dehors de tout horizon politique de lutte égalitaire²².

La manière dont le parti Podemos depuis 2014 investit le terme *gente*, mis en usage public par le 15 M, révèle une profonde réorientation de la logique isocratique originelle de la multitude, qui réalise un dépassement radical du collectif de singularité inclusif. Le rapport général que le parti Podemos a établi avec la question de la représentation du peuple et avec l'imaginaire politique de la démocratie directe est un sujet dont l'ampleur dépasse le format de cette étude. Il peut toutefois être appréhendé dans ses grands enjeux au travers de l'opération de réutilisation du terme *gente* hors du contexte protestataire de 2011 et comme élément central de la communication politique de Podemos entre 2014-2016, dans le cadre des grandes échéances électorales espagnoles. En effet, la campagne électorale des élections du 20 décembre 2015 a été marquée par la définition d'un anti-peuple qui infléchit profondément la logique inclusive du 15 M, que les Cercles de Podemos avaient réinvesti comme héritage politique fondateur.

Le terme *gente*, qui porte la fonction de fétiche de la méthode assembléaire du 15 M 2011, s'est retrouvé placé au cœur du dispositif de communication multisupport de Podemos pendant toute l'année 2015, en vue de l'échéance des élections générales du 20 décembre 2015. Le slogan général de la campagne, « *Un país contigo* », s'est articulé à « *Un país para la gente* » et s'est décliné avec une mini-série web (*#UnPaísParaSuGente*), des fils de communication Twitter « *Podemos con la gente* » animés au niveau local par les Cercles de Podemos, et un canal participatif de propositions politiques citoyennes sur le réseau APPGREE « Programa de la gente ».

Cette communication multisupport, entièrement focalisée sur le dénominateur commun « *la gente* », se décline comme un élément de langage d'un plan de communication, mais elle est aussi beaucoup plus que cela, puisqu'il s'agit d'un des principaux éléments de la « bataille discursive » entreprise par Podemos depuis 2014. Le terme *gente* réactive bien sûr l'imaginaire isocratique et inclusif du 15 M : le discours sans doute le plus célèbre de Pablo Iglesias, qui a conclu la Marche pour le changement le 31 janvier 2015, s'est achevé précisément sur la place de la Puerta del Sol, lieu fondateur du 15 M et s'intitulait d'ailleurs « *la gente haciendo historia* ».

22 Catherine Colliot Thélène, *Une démocratie sans demos*, Paris, PUF, 2011.

Toutefois, le sémantisme politique du terme *gente* a été profondément remanié par les principaux leaders du parti Podemos, qui ont réinvesti et théorisé le sujet politique implicite de « *gente* », dans une perspective néo-gramscienne, pour construire un nouveau processus d'identification politique collective, débouchant sur une nouvelle hégémonie politique émancipatrice. Pablo Iglesias a ainsi publié en 2015 un article dans *The New Left Review* intitulé « Entender Podemos », qui a retracé l'histoire de Podemos depuis sa fondation en 2014, en insistant sur la stratégie de « bataille du langage » menée par le parti²³. Très loin d'une simple campagne de communication, la réflexion sur les mots du politique menée au sein de Podemos est directement issue d'une analyse marxiste et post-marxiste, dans le sillage de Gramsci puis de Ernesto Laclau. Pablo Iglesias a ainsi analysé la situation de l'Espagne des années 2010 comme une « crise de l'hégémonie de la classe dirigeante », que le mouvement du 15 M a donné à voir sur le plan social, mais non sur le plan politique. Prenant acte d'une nouvelle structuration du champ sociopolitique, au-delà du clivage droite-gauche, la création du Parti Podemos a supposé une tentative de politisation de cette nouvelle conscience de crise de la social-démocratie. Pablo Iglesias définit donc « l'hypothèse Podemos » comme un populisme de gauche inspiré par les populismes progressistes d'Amérique latine, capable de générer une identité populaire fédératrice, à partir d'un effort de communication centré sur la production télévisuelle. Revendiquant un effort pour « *pensar políticamente en clave televisiva*²⁴ », Pablo Iglesias définit l'essentiel de la stratégie initiale de Podemos comme une bataille discursive dans laquelle la définition d'un nouveau nous, « *un nosotros nuevo*²⁵ », a été un enjeu central.

Ce nous est certes inclusif et transcende l'imaginaire gauche-droite, comme dans le mouvement 15 M, mais il opère une transformation profonde, en assumant la désignation d'une extériorité et donc d'un conflit, avec un anti-peuple, désigné par le terme « *la casta* ». Au substantif *gente*, que Pablo Iglesias définissait en 2015 comme « absolument transversal²⁶ », s'était donc couplé un antonyme porteur de la désignation d'un adversaire, « *la casta* », qui s'est imposé immédiatement comme une référence centrale de la culture espagnole et du discours public, au point d'être désigné mot de l'année

23 Pablo Iglesias, « Entender Podemos », *New Left Review*, vol. 93, 2015, p. 20.

24 *Ibid.*, p. 21.

25 *Ibid.*, p. 24.

26 *Ibid.*, p. 25.

en 2014. Si la généalogie politique du mot *casta* a été retracée²⁷, ce qui retient notre attention ici, c'est la configuration d'un couplage peuple/anti-peuple qui constitue le fondement du renouvellement du cadre discursif opéré par Podemos²⁸ mais qui n'en constitue qu'une étape. Pour Íñigo Errejón, numéro 2 du parti Podemos, le populisme progressiste de Podemos doit désormais « construire un peuple », identifiable dans sa confrontation à un anti-peuple, qui renouvelle profondément le « nous inclusif » mis en usage par les mouvements du 15 M.

Íñigo Errejón a en effet analysé avec une acuité particulière le mouvement du 15 M et ses possibles évolutions postérieures. Dès septembre 2011, il a publié un texte, « El 15 M como discurso contrahegemónico²⁹ », qui envisageait le « nous » en formation dans les protestations de rue comme une étape préalable avant la formation d'un peuple, défini par lui au sens gramscien de « volonté collective national-populaire » et incarnant « un réagencement populiste du champ politique³⁰ ». Dans ce texte, fondateur à bien des égards, de « l'hypothèse Podemos » qui a vu le jour en 2014, I. Errejón observait la mise en usage dans les revendications du 15 M d'un couplage d'identité antagoniste : « *pueblo* » / « *régimen* », mais il constatait aussi que l'indéfinition globale du mouvement empêchait la formation d'une identité politique durable pour ce peuple émergeant de « *ciudadanos comunes* ».

Íñigo Errejón est revenu sur son analyse du 15 M 2011 dans un article publié en 2015 « Pateando el tablero : “el 15 M como discurso contrahegemónico” cuatro años después », où il propose une relecture de sa propre analyse du « peuple » en gestation dans le 15 M, au regard du projet politique porté par Podemos et de son premier succès aux élections européennes de 2014³¹. Íñigo Errejón affirme que la « construction du peuple » est la bataille majeure à venir et il déclare à ce sujet : « *defiendo un proyecto de país para las grandes mayorías y que sea percibido como tal* ».

27 Marco Briziarelli, Susana Martínez Guillem, *op. cit.*

28 Pilar Lluch, « Podemos: nuevos marcos discursivos para tiempos de crisis. Redes sociales y liderazgo mediático », *Dígitos: Revista de Comunicación Digital*, n° 1, 2015, p. 111-125.

29 Íñigo Errejón, « El 15 M como discurso contrahegemónico », *Encrucijadas: Revista Crítica de Ciencias Sociales*, 2, 2011, p. 120-145.

30 *Ibid.*, p. 136.

31 *Id.*, « Pateando el tablero : “el 15 M como discurso contrahegemónico” cuatro años después », *Encrucijadas, Revista crítica de ciencias sociales*, n° 9, 2015, p. 1-35.

Construire le peuple. Quel peuple pour Podemos ? (2015-2017)

La position de I. Errejón au sujet de la construction d'un peuple et d'une identification collective à un populisme progressiste a été déterminante pour le parti Podemos depuis sa fondation. En effet, l'essentiel de la stratégie discursive de Podemos a été piloté entre 2014 et début 2017 par Íñigo Errejón, qui occupait les fonctions de directeur du secrétariat politique et de directeur de campagne. Sa réflexion est à la fois issue de ses travaux théoriques et de son expérience directe des mouvements populistes latino-américains, tout particulièrement celui d'Evo Morales en Bolivie. En 2015, Íñigo Errejón a également publié un essai politique intitulé *Construir Pueblo*, en collaboration avec la philosophe Chantal Mouffe, qui approfondit les enjeux à venir de cette bataille de signifiants menée par Podemos à partir du terme *gente* pour construire un peuple.

Dans cet essai en forme de dialogue, Íñigo Errejón est revenu sur l'élaboration et la diffusion du couple d'antonymes « *gente* » et « *casta* » et il la considère comme la première victoire de Podemos, en termes gramsciens d'hégémonie culturelle. Constatant la centralité acquise par le couple « *gente* »/ « *casta* » dans le débat public entre 2014 et 2015, Errejón annonce une seconde étape, pour relancer l'identification collective autour de « *gente* » dans une direction nouvelle. Il s'agit en effet pour Errejón de confisquer « l'hégémonie de l'identification nationale³² » aux populismes de droite et d'extrême droite, pour fonder un patriotisme de gauche articulé au terme transversal et inclusif *gente*. Le slogan « *Nuestra patria es la gente* » et une campagne de communication lancés en 2016 par Podemos à l'occasion de la fête nationale du 12 octobre veulent mettre en œuvre un « patriotisme démocratique, progressiste et populaire³³ ».

Toutefois, Íñigo Errejón déclare ne pas pouvoir assumer le terme de populisme dans cette nouvelle étape d'une bataille discursive qui consiste désormais à associer « *gente* » et « *patria* », car le terme reste en Europe surdéterminé par une connotation antidémocratique, nationaliste et xénophobe, telle que l'incarne le Front national en France. À l'opposé de cela, Podemos travaille à construire une identification collective que I. Errejón définit comme une « nouvelle identité national-populaire démocratique³⁴ ».

32 Íñigo Errejón, Chantal Mouffe, *op. cit.*, p. 60.

33 *Ibid.*

34 *Ibid.*, p. 135.

Pourtant, à l'issue des élections du 26 juin 2016, ce projet d'amplification d'un populisme progressiste et démocratique autour du couple « *gente* » / « *patria* » semble avoir subi un net coup d'arrêt. Les divergences internes entre le secrétaire général Pablo Iglesias et le secrétaire politique Íñigo Errejón ont fait voler en éclat la stratégie transversale développée autour de « *gente* » comme sujet politique collectif transcendant le clivage droite-gauche. Pablo Iglesias a en effet violemment attaqué la stratégie de « transversalité » pilotée par Íñigo Errejón depuis 2014, et qu'il avait pourtant lui-même portée lors des échéances électorales de 2015 et 2016. Pablo Iglesias, après les élections du 26 juin 2016 a en effet brutalement changé de cap, en attribuant à la stratégie d'« identification transversale » la responsabilité intégrale de l'échec électoral de Podemos qui n'a pas réussi le *sorpasso* définitif du PSOE en juin 2016.

Misant sur la crispation pour rendre impossible tout accord de gouvernement avec le PSOE entre décembre 2015 et juin 2016, Pablo Iglesias est d'ailleurs allé plus loin, en développant un projet d'alliance entre Podemos et Izquierda Unida dès septembre 2016. Cette option signifie un changement de direction radical et un virage à gauche inédit pour Podemos depuis sa fondation³⁵. La divergence consommée entre les deux principaux leaders a donc signifié la fin d'une stratégie menée depuis 2014 pour implanter un national-populisme progressiste inclusif, porté par le mot *gente*. Pablo Iglesias a d'ailleurs concrétisé son opposition à la ligne politique jusqu'alors conduite par I. Errejón, en renversant la logique de la « bataille discursive » pour mener une contre-offensive politique à l'intérieur même du parti. En revendiquant depuis septembre 2016 la nécessité pour Podemos de « politiser la douleur » sociale, Pablo Iglesias a lancé un combat interne et de nouveaux termes, qui ruinent la dynamique d'identification transversale que le parti avait jusqu'alors développée autour du terme *gente*. En effet, en parlant de « politiser la douleur », Pablo Iglesias emprunte une formule de J. Rancière, qui se réinscrit dans un horizon des conflits et les luttes sociales et réactive un imaginaire marxiste du peuple comme classe dominée, comme le groupe des damnés de la terre. Le texte programmatique le plus récent que Pablo Iglesias a publié en janvier 2017 en vue du congrès du parti, consacre d'ailleurs la rupture et exacerbe encore les différences avec la stratégie jusqu'alors menée par I. Errejón. Dans ce texte intitulé *Plan 2020. Ganar al Partido Popular y gobernar España*³⁶, Pablo

35 Hedwig Marzolf, « Le dilemme de la gauche espagnole », *Esprit*, 12/2016 (décembre), p. 8-11.

36 Pablo Iglesias, *Plan 2020. Ganar al PP y gobernar España*. Disponible à l'adresse : http://pabloiglesias.org/wp-content/uploads/2017/01/Plan_2020_def.pdf.

Iglesias démantèle le modèle de transversalité, en affirmant que les députés de Podemos doivent être des activistes plus que des politiciens « normalisés et parlementarisés », et être en prise directe avec les conflits sociaux et la rue, d'où est parti le mouvement du 15 M, qui fait là figure de mythe fondateur et de référence à une pureté originelle du mouvement. La rupture est particulièrement claire sur la question du peuple :

La construcción del pueblo no es un relato, debe ser una práctica política cotidiana donde el pueblo, la gente humilde a la que se ha excluido e ignorado durante demasiados años, pase a ser la protagonista del cambio. Para eso es necesario el empoderamiento popular: para que se politice lo que hasta ahora eran considerados problemas individuales, siguiendo la lección que nos enseñó la PAH. El objetivo debe ser transformar toda esa fuerza popular en un mecanismo de articulación de una nueva institucionalidad que construya democracia y formas de vida en común que acaben con la lógica del individualismo competitivo³⁷.

Pablo Iglesias affirme ici que le peuple de Podemos est celui des collectifs citoyens de protestation à l'origine du 15 M (*Plataforma de Afectados por la Hipoteca*), des exclus, le petit peuple, de « *la gente humilde* » et il impose donc de fait la *plebs*, les dominés, un peuple-classe comme identification politique collective. Il récuse également la stratégie de la construction du peuple proposée par Errejón en la qualifiant de « récit », c'est-à-dire en la réduisant à une posture de *storytelling*, sans prise directe avec l'action militante. La revendication finale de l'anticapitalisme (contre « l'individualisme compétitif ») comme orientation principale de l'idéologie de Podemos signe la fin définitive du projet transversal et inclusif qui avait été celui de Podemos entre 2014 et 2016, lors des principales échéances électorales européennes et nationales. En cela, Pablo Iglesias porte une dynamique qui est celle que Toni Negri avait théorisée dès 2015 : très proche de Podemos, le philosophe avait plaidé pour une union entre « mouvement et gouvernement », entre l'activisme et le parlementarisme. Pablo Iglesias incarne désormais au sein de Podemos l'horizon d'une « démocratie sauvage et constituante³⁸ ».

La riposte a été immédiatement lancée par Íñigo Errejón, également dans un texte manifeste et programmatique, intitulé *Desplegar las velas. Un Podemos para gobernar*, publié le même jour, en janvier 2017, en vue du congrès de Vistalegre II, qui devrait décider des futures orientations stratégiques du parti.

³⁷ *Ibid.*, p. 40.

³⁸ Antonio Negri, Raúl Sánchez Cedillo, « La démocratie aujourd'hui est sauvage et constituante. L'exemple espagnol », *Multitudes*, 2/2015, n° 59, p. 17-21.



Le numéro 2 de Podemos défend la stratégie de normalisation intégrative que portait le terme *gente*, en la revendiquant comme une fidélité à l'imaginaire politique originaire du « ni droite / ni gauche » du 15 M. Errejón attaque vivement aussi la conception du peuple portée désormais par Pablo Iglesias en l'identifiant à celle de « la vieille gauche », contre laquelle l'hypothèse Podemos s'était construite en 2014 :

La izquierda tradicional y algunos compañeros de Podemos creen que "el pueblo" ya existe, ya está constituido y espera representantes que digan la verdad sin tapujos. Para estos compañeros ese pueblo tiene una etiqueta ideológica e idealmente coincide con los sectores más desfavorecidos. Esta forma de entender el pueblo lo idealiza e impide convertirse en una fuerza popular que articula y sirve de sistema óseo y nervioso a una nueva formación, a una nueva subjetividad. Es una forma de ver la política que impide convertirse en mayoría³⁹.

En affirmant la nécessité de construire un peuple majoritaire et donc un renouveau d'identification populaire au-delà des classes dominées, Errejón dénonce la voie de Pablo Iglesias comme une impasse stratégique qui condamne Podemos à être un parti politique d'opposition et non de gouvernement. Sa proposition plaide pour une orientation du parti Podemos qui soit « *radicalmente democrática, popular-patriótica, plurinacional y feminista*⁴⁰ ». De la sorte, Íñigo Errejón reste porteur au sein de Podemos de la dynamique de transversalité qui, dès le départ, avait été critiquée par la gauche espagnole traditionnelle comme une limite de l'hypothèse Podemos : son manque d'une base sociale réelle⁴¹.

« *We the people* » ou « *We the left* » ?

Cette confrontation de textes et de prises de paroles publiques n'est pas réductible à un conflit personnel entre Íñigo Errejón et Pablo Iglesias, pour s'assurer le contrôle de la formation politique de Podemos, ou à une rivalité interne entre faction « errejoniste » et faction « pabliste ». Ce sont bien deux visions du peuple qui divergent et qui, pour se légitimer, exhibent chacune respectivement leur fidélité à un esprit originel du 15 M comme une communauté d'espérance politique. La « *gente* » du 15 M comme sujet politique collectif opère donc

39 Íñigo Errejón, *Desplegar las velas. Un Podemos para gobernar*, p. 24. Disponible à l'adresse : <http://estaticos.elmundo.es/documentos/2017/01/13/Errejon.pdf>.

40 *Ibid.*, p. 20.

41 Francisco Figueroa, Luis Thielemann, « La encrucijada de Podemos y los límites de su hipótesis populista », *Cuadernos de coyuntura*, n° 10, 2015, p. 56.



dans la logique interne du parti Podemos comme un récit fondateur, un mythe des origines qui figure un peuple à l'état pur de sa volonté politique : peuple originaire que chacun incarne désormais de manière opposée. Un peuple soulevé dans la lutte et conscient d'être le tiers exclu, selon Pablo Iglesias, et au contraire, pour Íñigo Errejón, peuple post-politique porteur d'une subjectivité politique à venir.

Ces deux figurations du peuple réinvestissent de manière opposée l'imaginaire du « nouveau nous », du nouveau sujet politique collectif surgi du 15 M, et mobilisent deux approches divergentes de la démocratie radicale et de l'antagonisme au sein de la démocratie. Aux questions « Quel peuple ? » et surtout « Quel populisme pour Podemos ? », le congrès de Vistalegre du 10 au 12 février 2017 a apporté la réponse des militants de Podemos. Le projet de Pablo Iglesias a recueilli 60 % des votes et celui de Íñigo Errejón 40 % pour le conseil de direction du parti composé de 62 membres. Pour sa part, Pablo Iglesias a reçu 89 % des voix des militants pour sa réélection au poste de secrétaire général du parti (alors que I. Errejón ne se présentait pas à ce poste contre P. Iglesias, précisément pour plaider une gouvernance ouverte et transversale du parti). Ce score confirme donc la position individuelle de leader de Pablo Iglesias et signifie surtout une redéfinition collective de l'hypothèse populiste qui avait présidé à la naissance de Podemos en 2014.

Cette stratégie visant à construire un peuple de manière inclusive et transversale conduite par I. Errejón avait reçu de sévères critiques dès 2015, avant même les résultats l'échéance électorale de 2016, notamment de la part de Juan Carlos Monedero, qui considérait que la construction discursive du peuple inspirée des théories d'E. Laclau « *quiere convertir el cambio social en un discurso y, con bastante probabilidad, lo desactiva*⁴² ». En tant que responsable de la stratégie de campagne, I. Errejón s'était clairement positionné contre cette réduction de sa propre conception de l'hypothèse populiste à un discours, en convoquant en l'esprit originel du 15 M, dans un article théorique « We the people y el 15 M : ¿un populismo indignado?⁴³ », relayé par un message diffusé sur Twitter (29/04/2016) : « *Los momentos de (re)fundación democrática y construcción de nuevo interés general comienzan siempre por "We the people". Nunca "we the left".* »

42 Juan Carlos Monedero, « Las debilidades de la hipótesis populista y la construcción de un pueblo en marcha », *Público*, 11/05/2016.

43 Íñigo Errejón, « We the People El 15-M: ¿Un populismo indignado? », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, n° 14, 2015, p. 124-156.

Le clivage politique s'était ainsi longuement creusé dès 2015, bien en amont du congrès de Vistalegre II de février 2017, qui vient de consacrer de fait une autre hypothèse populiste, pour laquelle Podemos doit être dans la rue, au cœur des mobilisations et des conflits sociaux, c'est-à-dire avec un peuple qui se construit dans et par la lutte sociale. Le slogan de la campagne d'opinion *Vamos* lancée par Pablo Iglesias en septembre 2016 revendiquait en effet une prééminence du peuple : « *Sólo en el pueblo confiamos* » et faisait du parti Podemos le levier d'un « *empoderamiento y protagonismo popular* » qui place le peuple comme principal acteur politique de gauche. Au-delà de l'avenir du parti Podemos sur la scène politique espagnole, ces débats sur la conception du peuple portent, à l'échelle internationale, une part de l'avenir de l'hypothèse d'un populisme de gauche réformiste mais non révolutionnaire, qui choisit de se définir comme « *We the people* » ou « *We the left* ». Ce futur de l'hypothèse d'un populisme de gauche se joue désormais dans un contexte d'avancée sans précédent des populismes conservateurs, réactionnaires, nationalistes et xénophobes, en Europe, comme en Amérique.